

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

DU MÊME AUTEUR

Reconsidérer la richesse, Éditions de l'Aube, 2004.

Démocratie, passions, frontières, Éditions Charles-Léopold Mayer, 1996.

L'Évaluation des politiques et des actions publiques, La Documentation française, 1990.

Pour une nouvelle culture politique (en collaboration avec P. Rosanvallon), Seuil, 1977.

Attention Illich, Éditions du Cerf, 1976.

Patrick Viveret

Pourquoi
ça ne va pas plus mal ?

Fayard

*À Claire, 6 ans, Thomas, 8 ans,
et Neil, 5 ans, à qui je voudrais
transmettre le désir de vivre inten-
sément leur voyage d'humanité
sur cette planète magnifique et
fragile.*

Ce livre a été écrit avant la catastrophe de Noël 2004. Mais cette tragédie, consécutive au raz-de-marée qui a dévasté toute une partie du sud de l'Asie, a favorisé en retour l'émergence de cette conscience planétaire pour laquelle plaide le texte que l'on va lire. En quelques jours, des projets qualifiés d'utopiques, tels que l'instauration d'un impôt destiné à financer une forme de protection civile mondiale, se sont imposés dans le débat. La question de l'usage des budgets militaires gigantesques (1 000 milliards de dollars annuels !) a été posée avec force dès lors qu'à l'évidence ces sommes et ces moyens (en particulier les hélicoptères) seraient infiniment mieux employés s'ils servaient à faire face à la double menace réelle qui pèse sur l'humanité : les catastrophes écologiques ou technologiques majeures d'une part, l'ensemble des risques que fait courir à l'humanité sa propre logique auto-destructrice d'autre part.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Puisse ce drame servir de révélateur et convaincre un nombre croissant de citoyen(ne)s et de responsables de tous les pays, de tous les continents, que l'humanité est placée à l'un des tournants les plus décisifs de sa jeune histoire. Cessons de nous laisser enrôler dans les logiques meurtrières des guerres, qu'elles soient religieuses ou économiques. Arrêtons de penser nos questions contemporaines avec la grille de lecture de la géopolitique ou celle de l'économie du XIX^e siècle, toutes deux construites sur l'obsession de la compétition. Consacrons l'essentiel de notre énergie à inventer les formes de cette citoyenneté planétaire qui donnera à l'aventure humaine la possibilité non seulement d'assurer sa survie biologique, mais plus encore d'accéder à un niveau qualitativement supérieur de l'histoire de la conscience.

C'est à ce projet, qui touche aussi bien l'intime de nos vies personnelles que le cœur des transformations collectives à promouvoir, que ce livre entend contribuer.

À l'équipe de Transversales Science Culture, et tout particulièrement à celles et ceux qui ont accepté de relire ce manuscrit : Philippe Aigrain, Laurence Baranski, Henryane de Chaponay, Valérie Peugeot, Jacques Robin, Joël de Rosnay, Armen Tarpinian, Celina Whitaker.

À Henri Trubert, qui, chez Fayard, nous accompagne avec passion et exigence dans cette aventure intellectuelle collective.

À Dominique, ma compagne de vie, qui m'a décidé à écrire et constamment soutenu de ses conseils.

Préface

Un autre regard sur le monde : de l'anticipation à l'action

« Il est grand temps, nous semble-t-il, de prendre du recul. Ce monde sera tel que nous le ferons, pour le meilleur ou pour le pire. L'homme acteur de l'histoire tranchera mais encore faut-il qu'il sache où il veut, et peut, aller... »

René PASSET.

« Une société peut être dite nouvelle quand il y a transformation structurelle dans les relations de production, dans les relations de pouvoir, dans les relations entre les personnes. »

Manuel CASTELLS.

Nous vivons une révolution comme l'humanité en a connu bien peu dans son histoire, un véritable « changement d'ère » dont nous arrivons difficile-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ment à prendre toute la mesure : l'entrée dans l'ère de l'information, de la communication et de la commande. On examine généralement cette rupture majeure à travers les technologies de l'information et de la communication, ou sous l'angle global de la « société de l'information ». Même si effectivement le développement des réseaux globalise la planète, que ce soit pour l'information, le commerce ou les relations sociales et politiques, l'essentiel de la révolution anthropologique que nous vivons ne rend pas compte du fait que ce sont bien « les règles du jeu qui changent, les forces productives, les processus de valorisation, les rapports sociaux, nos représentations, nos valeurs et jusqu'à nos horizons collectifs » (Jean Zin).

Les grilles de lecture de cette nouvelle ère sont principalement celles de la complexité et de la transversalité, dont nous n'avons pas encore la culture. La complexité défie nos méthodes traditionnelles d'analyse et d'action. Notre raisonnement face à elle reste analytique, notre vision du monde disciplinaire, nos connaissances de nature encyclopédique. Nous continuons à explorer de manière linéaire les données du passé, alors que les évolutions actuelles sont non linéaires, exponentielles, en constante accélération. Du côté des hommes politiques, des économistes et des organisateurs du monde, la complexité des situations est abordée avec des méthodes et outils intellectuels inspirés de ceux des XIX^e et XX^e siècles, en référence à des évolutions homogènes, à un monde stable où les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Or les effets réagissent sur leur cause. Les processus, réseaux, systèmes s'enchevêtrent aujourd'hui dans

PRÉFACE

un maillage inextricable. L'analyse cartésienne découpant la complexité en éléments simples ne suffit plus à rendre compte de la dynamique des systèmes et de leur évolution. Apte à isoler les facteurs déterminants dans le fonctionnement de tel ou tel mécanisme, cette analyse échoue dans la compréhension des processus d'auto-organisation et d'autosélection.

La méthode systémique née dans les années 1950 complète la démarche analytique traditionnelle. Au cours des vingt dernières années, une forme de synthèse a été réalisée entre ces diverses approches. Elle jette un regard neuf sur les systèmes physiques, biologiques, sociaux et écologiques. Une nouvelle compréhension de la nature est en train de naître du fait de l'utilisation de ces outils : on cherche à comprendre par la synthèse plutôt que par l'analyse. Notre place et notre rôle dans l'univers deviennent ainsi plus compréhensibles, fondant et légitimant toute action consciente. Notre gestion du monde est en effet restée sourde et aveugle au grand courant qui façonne l'écosphère, la biosphère et la technosphère. L'intégrer désormais à notre analyse implique plusieurs disciplines et plusieurs domaines différents. La responsabilité humaine prend alors tout son sens. Elle doit désormais tenir compte des contraintes de la nature pour mieux en tirer parti.

Il nous faut donc de nouveaux outils, de nouvelles méthodes de pensée pour aborder une évolution dont nous sommes les acteurs principaux. Porter un « autre regard sur le monde » : voilà l'objet principal des ouvrages qui vont paraître dans cette nouvelle collection.

Les modes d'organisation de nouvelles sociétés

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ne peuvent plus être imaginés à partir des seuls leviers que sont la « domination » au niveau relationnel et le « marché » du point de vue des échanges. Nous avons à intégrer en permanence l'approche transversale et transdisciplinaire, ainsi que la recherche de la qualité de la vie. Le Groupe de réflexion inter et transdisciplinaire (GRIT) s'essaie à situer les changements et les transformations à plusieurs niveaux d'interdépendance entre l'homme, les organisations, la société et l'écosystème. Deux termes dialogiques et complémentaires, « alertes » et « émergences », symbolisent la nécessité de comprendre la montée de périls majeurs pour l'humanité et la biosphère. Ils conduisent à proposer des actions collectives fondées sur la cogestion et la corégulation citoyennes afin de construire de manière solidaire l'avenir des sociétés humaines.

Nous sommes en effet confrontés à des dangers d'une gravité inédite pour l'humanité et la biosphère. Les actions envisagées par les politiques ont démontré leur inefficacité : nouvelles formes de violence et de barbarie, montée du terrorisme, accroissement des inégalités, de l'exclusion, de la pauvreté, montée des intégrismes et risque de « guerre des civilisations » liée à l'intolérance, à l'intransigeance et au racisme, tentation d'une « post-humanité », avec ses nouveaux risques bio, info, éco, nanotechnologiques, dérèglements climatiques, incapacité de gérer l'eau potable, grandes pandémies.

Différentes raisons expliquent cette situation :

- *la détérioration de nos rapports avec la nature* : nous sortons d'une période où nous pensions que la nature était gratuite et nous était donnée, mais la manière dont nous produisons et consommons

PRÉFACE

rend impossible une coévolution fructueuse avec elle ;

- *la détérioration de nos rapports avec l'économie* : la dimension nouvelle de la matière qu'est l'« information » modifie radicalement nos technologies, nos modes de production et nos échanges. Un recours généralisé à l'économie de marché renforce les disparités et les écarts aux niveaux tant national que planétaire, alors qu'il faudrait s'ouvrir à une économie plurielle non pas seulement *de* marché mais *avec* marché, une économie qui utiliserait des indicateurs qualitatifs, qui réformerait les comptabilités publiques et mettrait en route de nouveaux systèmes d'échanges ;

- *la détérioration de nos rapports à la société* (le « vivre-ensemble ») : de nouvelles connaissances émergent et nécessitent des mutations sociales et culturelles : un désir de mondialisation qui ne soit pas seulement fondé sur l'économisme, une volonté de faire de la politique « autrement », la conscience du risque pour la science d'être récupérée par le scientisme, une connaissance accrue de nos modes de fonctionnement, de pensée, la découverte chaque jour de nouveaux savoirs sur l'univers, l'affirmation enfin en partie reconnue du rôle des femmes dans le développement des sociétés humaines.

D'autres mondes et d'autres voies sont possibles. En restant seulement dans l'alerte, dans la peur, on ne peut déboucher sur l'action car la peur stérilise. Il faut passer au « désir d'humanité ». Cette humanité se trouve à un rendez-vous crucial de son histoire, elle est à un carrefour, elle risque la sortie de route. Si le pessimisme de l'intelligence est indispensable, l'exigence intellectuelle renvoie à

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

l'« optimisme de la volonté ». Ce lien nous ramène à la qualité démocratique elle-même. L'ampleur des défis suppose l'édification d'une démocratie planétaire qui sera une construction collective dans une dynamique de coopération et de coévolution. Les perspectives d'une « écologie politique » prenant en compte l'entrée dans l'« ère de l'information » et de la complexité permettraient un meilleur rapport entre autonomie individuelle, lien social et modes d'insertion des personnes dans la société et les collectifs.

En complémentarité avec d'autres initiatives de nature associative, le GRIT s'est organisé en un « réseau coopératif d'intelligence collective » qui plonge ses racines premières dans la création et le fonctionnement du Groupe des Dix. À partir de 1968, ce groupe s'est constitué autour de Robert Buron, Henri Laborit, Edgar Morin, Jacques Robin, Alain Laurent, René Passet et Joël de Rosnay. Avec la participation de Jacques Baillet, Jean-François Boissel, Jacques Sauvan, Jacques Attali, André Leroy-Gourhan, Henri Atlan, Gérard Rosenthal, Monette Martinet, Françoise Coblence, Michel Serres, Odette Thibault, Jacques Piette et bien d'autres, il a fonctionné régulièrement pendant une dizaine d'années dans le cadre de rencontres mensuelles et informelles sur des thèmes transversaux. Après la mort de Robert Buron, Michel Rocard et Jacques Delors sont venus relayer les personnalités politiques, car l'objectif était de mieux comprendre et cerner les rapports entre les sciences et les techniques d'un côté, la culture et le politique de l'autre. Le Groupe des Dix a noué des contacts avec quantité d'invités, tels Jacques Monod, François Jacob,

PRÉFACE

René Thom, François Meyer, Gérard Mendel, Jean-Pierre Dupuy et de nombreux autres chercheurs et penseurs. Il a participé à différents colloques et séminaires, notamment avec le Club de Rome.

Après 1982, des anciens du Groupe des Dix furent concernés par le CESTA (Centre d'études des systèmes et technologies avancées) à la suite d'un rapport de Joël de Rosnay sur la création d'un centre d'études et de réflexions sur les mutations en cours, ainsi que par le Groupe Science Culture, qui donna naissance à la revue bimensuelle *Transversales Science Culture* publiée jusqu'à aujourd'hui.

Les travaux du GRIT trouvent maintenant leur concrétisation dans la présente collection. Grâce à la contribution d'une équipe d'économistes, de sociologues, de philosophes, de biologistes, d'informaticiens, des thèmes cruciaux pour l'avenir des sociétés humaines ont été sélectionnés. Ces ouvrages sont destinés cette fois à un public plus large dans un processus de création original, collectif, interactif et pluriel fondé sur le débat et le dialogue.

Joël de Rosnay,
président du GRIT.

Jacques Robin,
fondateur de Transversales Science Culture.

PREMIÈRE PARTIE

**QUAND L'HUMANITÉ RISQUE
LA SORTIE DE ROUTE...**

I

Le signal

Le 1^{er} septembre 2004, un article du *New Scientist* provoque pendant quelques heures une intense excitation dans les médias et une partie de la communauté scientifique mondiale. Il rapporte qu'un signal, mystérieusement baptisé SHGb02+14, a été découvert par le réseau Seti@home. Celui-ci, composé de milliers d'internautes passionnés d'astronomie, est connecté au radiotélescope d'Arecibo (Porto Rico) afin de collecter les signaux qui proviennent de l'espace. Il s'inscrit dans le programme Seti¹ (Search for Extraterrestrial Intelli-

1. Ce programme a été lancé conjointement par les États-Unis et l'URSS en 1973, en pleine guerre froide, ce qui constitue pour une fois la démonstration paradoxale que, si les humains entre eux affichent la méfiance et se font la guerre, ils sont capables de faire preuve à l'égard d'existences extraterrestres supposées intelligentes d'une surprenante ouverture en leur signalant leur

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

gence), dont le but est d'établir une communication entre notre civilisation terrienne et d'éventuelles formes d'intelligence extraterrestre.

Quelques jours plus tard, comme c'est souvent le cas, la ferveur retombe : le signal était probablement dû à des interférences magnétiques. Pour quelque temps encore la course terrienne en solitaire se poursuit donc...

Si ce signal extraterrestre ne nous est pas parvenu, il en est un autre, cependant, celui de notre intelligence « intraterrestre », qui mériterait, lui, d'être pleinement reçu.

Les signaux d'alerte qui montrent que l'humanité est à l'un des moments les plus décisifs de sa jeune histoire ne cessent en effet de s'allumer, mais nous continuons à gérer nos petites affaires, à défendre nos petits intérêts, à mijoter nos petites haines, comme si nous avions l'éternité devant nous. Imaginons n'importe quelle collectivité humaine, une ville, une entreprise, une nation, découvrant qu'elle court à la catastrophe en poursuivant sa trajectoire : nul doute qu'on ne tarderait pas à y débattre de la gravité du danger et des moyens de l'éviter. Pourtant, tout se passe comme si, à l'échelle planétaire, cette question ne se posait pas à l'espèce humaine. N'étant pas constituée en sujet positif de sa propre histoire, l'humanité voit l'abîme approcher mais chacun se protège... en se bandant les yeux !

Les risques majeurs portent tant sur notre rapport à notre planète que sur notre rapport à nous-mêmes.

position et en plaçant l'espèce humaine en situation de vulnérabilité.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

Et les deux problèmes sont profondément liés dès lors qu'une part essentielle des défis écologiques qui sont devant nous dépend de nos propres modes de consommation, de production, et, plus radicalement encore, de nos modes de vie. C'est le cas, en particulier, du réchauffement climatique, dont la plupart des scientifiques nous disent désormais qu'il est dû principalement à des causes humaines¹.

Depuis quelques années, tempêtes, canicules et inondations montrent, y compris dans des pays au climat tempéré comme la France, à quel point la réduction drastique de nos émissions de gaz carbonique est essentielle. Si nous n'avons plus la possibilité, du fait de nos aveuglements antérieurs, d'empêcher un réchauffement de l'ordre de 2 °C d'ici à la fin du siècle, il est de notre responsabilité d'éviter qu'il avoisine ou dépasse les 6 °C, ce qui constituerait un bouleversement aux conséquences incalculables dans tous les domaines de la vie humaine.

Le changement radical de nos modes de production, de consommation et de vie n'est plus un sujet de colloque mais une nécessité vitale pour cet *Homo* si peu *sapiens* qu'il a réussi, en deux siècles de productivisme forcené, à épuiser des ressources écologiques qui avaient eu besoin de millions d'années pour se former et à dérégler des écosystèmes pourtant indispensables à sa survie.

Le 9 novembre 2004 a ainsi été présenté, à Montréal, un rapport sur le continent arctique estimant que la banquise, qui a déjà perdu près du dixième de sa surface totale depuis 1970, pourrait diminuer

1. Cf. les travaux du GIEC, Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

de moitié d'ici à la fin du siècle. Une telle évolution entraînerait une hausse du niveau des mers d'environ 1 mètre, pouvant atteindre 7 mètres si la fonte se poursuivait. Un tel afflux d'eau fraîche dans les océans est de nature à altérer la circulation des courants marins, et notamment celle du Gulf Stream, qui est à l'origine de la température tempérée que nous connaissons par exemple en Europe. L'Arctique n'est évidemment pas le seul continent touché. La fonte des glaciers se traduit par la disparition de 37 000 km² de glace chaque année, soit la taille de la Suisse. Le risque d'élévation du niveau des mers qui en résulte menace les côtes de nombreux pays : un habitant sur quatre dans le monde vit à moins de 60 km d'une côte ; 17 % des surfaces du Bangladesh pourraient ainsi disparaître sous les eaux. On imagine les migrations géantes que pourraient produire ces phénomènes.

Car notre planète miracle est aussi une planète fragile, et notre propre famille humaine, menacée d'abord par elle-même, est bien vulnérable. Prenons quelques exemples, empruntés à Yann Arthus-Bertrand :

- Des années 1980 aux années 1990, le nombre de personnes touchées par les catastrophes naturelles a augmenté de 50 %. On a compté 6 inondations catastrophiques dans la décennie 1950, 7 dans les années 1960, 18 dans les années 1980 et 26 au cours de la dernière décennie. Entre 1971 et 1995, ces inondations ont touché plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde.
- La désertification est le pendant du réchauffement climatique mais elle est aussi directement liée au déboisement : un tiers des sols fertiles européens

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

est menacé ; chaque année, 140 000 km² de forêts disparaissent, soit l'équivalent du quart du territoire français. Pour prendre un exemple particulièrement spectaculaire, en Chine le désert progresse vers Pékin à la vitesse de 1,8 km par an, ce qui implique, si rien n'est fait pour stopper cette tendance, l'ensablement à terme de la capitale chinoise.

- Depuis 1950, près de 40 % des terres cultivées de la planète ont été dégradées par des pratiques agricoles intensives. En France, ce sont 500 000 hectares de haies qui ont disparu. Ce phénomène a eu pour effet d'appauvrir la faune et la flore, et de rendre les champs plus arides, car le vent, qui n'est plus arrêté, assèche les terres, empêchant l'eau de s'infiltrer profondément dans les sols.

- La menace sur la biodiversité s'aggrave de manière inquiétante : aujourd'hui on estime qu'un mammifère sur quatre est menacé, un tiers des poissons (90 % des gros poissons comme la morue et le flétan ont disparu), 12 % des oiseaux, la moitié des plantes à fleurs et des insectes.

Nicolas Hulot dans *Le Syndrome du Titanic*, Hubert Reeves dans *Le Mal de terre*, Edgard Pisani dans *Un vieil homme et la terre* lancent eux aussi des cris d'alarme très proches¹. De telles évolutions devraient entraîner une mobilisation des Nations unies et le Conseil de sécurité devrait prendre en charge ces défis écologiques, qui appellent à la fois des mesures de court terme et des stratégies à moyen terme.

1. Nicolas Hulot, *Le Syndrome du Titanic*, Calmann-Lévy, 2004 ; Hubert Reeves, *Mal de terre* (avec Frédéric Lenoir), Seuil, 2003 ; Edgard Pisani, *Un vieil homme et la terre*, Seuil, 2004.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Mais, comme le note justement Jean-Pierre Dupuy dans son livre *Pour un catastrophisme éclairé*¹, notre problème, s'agissant des catastrophes, c'est que *nous savons* qu'elles se produiront si nous continuons cette course productiviste insensée, mais que *nous n'y croyons pas*. Comme nous réduisons le principe de précaution à de simples risques statistiques, nous avons toujours plus urgent, plus profitable à faire que mobiliser nos énergies pour prévenir ces risques. Dès lors, ceux-ci non seulement s'accumulent mais font système², car les défis sanitaires, sociaux, alimentaires, pour ne parler que des plus criants, sont, si on les regarde avec lucidité, de même nature que les défis écologiques.

Pourtant nous ne devons pas nous tromper de diagnostic si nous voulons appliquer les bons remèdes. Contrairement à une idée largement répandue, l'essentiel des problèmes que l'humanité rencontre peut trouver des solutions à condition de comprendre que la plupart des difficultés ne se situent pas dans l'ordre de l'avoir, du fait de la rareté des ressources physiques, techniques ou monétaires, mais dans l'ordre de l'être, la plupart des raretés étant artificiellement produites par des rapports sociaux mondiaux destinés à compenser le mal-être de la minorité possédante. Cette hypothèse est difficile à admettre car elle va à rebours de nos conceptions

1. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2003.

2. Ce caractère systémique s'est encore manifesté de manière tragique lors du raz-de-marée gigantesque qui a endeuillé toute l'Asie du Sud-Est en décembre 2004. La catastrophe naturelle fut d'autant plus grave que les mesures de prévention et d'alerte, prises par exemple au Japon, étaient notoirement insuffisantes.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

classiques, qui voient dans la rareté physique ou monétaire l'origine de nos difficultés. Mais ce sont ces dernières qui sont erronées. Essayons de comprendre pourquoi.

II

Les coûts du mal-être

L'une des leçons les plus claires que nous livrent les études internationales sur les grands risques de l'avenir est la suivante : la plupart des grands maux que les conférences internationales cherchent à éradiquer – misère, faim, non-accès à l'eau potable, soins insuffisants ou inexistants, dérèglements écologiques ou, comme on en parle à Genève, inégalités dans l'accès aux techniques de communication – pourraient être combattus efficacement avec des moyens modestes au regard des sommes démentielles que nous dépensons chaque année pour l'armement, les drogues ou la publicité.

Qu'on en juge par les chiffres officiels du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)¹.

En 1998, cet organisme a calculé ce que l'on

1. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1998.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

pourrait appeler le *rapport entre le nécessaire et le superflu* à l'échelle mondiale en établissant, sur quelques grands postes vitaux (nourriture, accès à l'eau potable, éducation de base), une comparaison avec d'autres dépenses à l'évidence moins urgentes (achat de cosmétiques ou de crèmes glacées, par exemple). Les résultats étaient édifiants :

- La satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires supposerait une dépense additionnelle annuelle de 13 milliards de dollars. La communauté internationale prétend ne pouvoir mobiliser ces sommes. Dans le même temps cependant, les dépenses d'aliments pour animaux en Europe et aux États-Unis s'élevaient en 1998 à 17 milliards de dollars !

- L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les 6 milliards d'êtres humains exigerait annuellement des dépenses supplémentaires de 9 milliards de dollars.

- Le seul achat de crèmes glacées en Europe représentait en 1998 11 milliards de dollars.

- Un programme mondial permettant d'offrir des soins de gynécologie et d'obstétrique à toutes les femmes exigerait 12 milliards de dollars. Trop cher ! Mais ces 12 milliards représentent justement la seule consommation annuelle de parfum en Europe et aux États-Unis.

Au total, nous disait le PNUD en 1998, il serait possible avec 40 milliards de dollars supplémentaires par an de s'attaquer pour de bon à la famine, aux problèmes d'accès à l'eau potable et à ces maladies souvent mortelles que l'on sait pourtant soigner ou prévenir à des coûts réduits, comme la

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

tuberculose, la diphtérie, le paludisme, etc. Peut-on sérieusement prétendre que l'on est incapable de mobiliser de telles sommes alors que dans le même temps les seules dépenses en cigarettes en Europe s'élevaient en 1998 à 50 milliards de dollars et celles en boissons alcoolisées (toujours en Europe) à 105 milliards de dollars ? Mieux, ou plutôt pire, la consommation de stupéfiants dans le monde représentait, elle, 400 milliards de dollars !

Ces estimations du PNUD appellent deux remarques. En premier lieu, elles sont calculées sur la base de coûts locaux. Pour prendre l'exemple de l'eau potable, si l'on confie le problème aux multinationales de l'eau, avec leurs infrastructures, leurs technologies et leurs coûts, il faut considérablement augmenter ces sommes. Mais, justement, préfère-t-on permettre aux populations d'assurer elles-mêmes leur subsistance ou organiser leur dépendance à l'égard des multinationales du secteur agroalimentaire ou pharmaceutique ?

En second lieu, rappelons que ces chiffres datent de 1998. Ont-ils évolué depuis ? Oui, mais dans le sens d'une aggravation des écarts. Aujourd'hui les sommes en question avoisinent les 500 milliards de dollars pour les stupéfiants, les 1 000 milliards pour les budgets d'armement et, tenez-vous bien, les 500 milliards pour la seule publicité. Faites le compte : d'un côté on prétend ne pas pouvoir trouver la cinquantaine de milliards de dollars supplémentaire qui permettrait de répondre aux besoins vitaux des êtres humains ; de l'autre on en trouve dix fois plus rien que pour la publicité, dont personne ne peut affirmer de bonne foi qu'elle

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

correspond à un besoin vital... sauf peut-être M. Le Lay, patron de TF1 (voir encadré).

Coca-Cola, TF1 et les cerveaux disponibles...

« Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective “business”, soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c’est d’aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or pour qu’un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c’est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c’est du temps de cerveau humain disponible. »

Ces propos révélateurs sont extraits du livre *Les Dirigeants face au changement* (Éditions du Huitième Jour, 2004). En septembre 2004, le PDG de TF1, dans une interview à *Télérama* (n° 2852), cherchait à atténuer ses affirmations mais répétait pratiquement la même chose, cette fois en « langue de bois » :

« La logique de TF1 est une logique de puissance. Nous vendons à nos clients une audience de masse, un nombre d’individus susceptibles de regarder un spot de publicité. Pour les annonceurs, le temps d’antenne ne représente rien d’autre que des “contacts clients”. De l’attention humaine. En particulier celle de la fameuse ménagère de moins de 50 ans, largement décisionnaire dans les achats de produits alimentaires, d’entretien ménager et de beauté. »

Merci à *Télérama* d’être revenu sur ces déclarations en voie de banalisation pendant l’été 2004 et d’en avoir fait sa une afin de ne pas laisser passer sans réagir une attitude qui, si TF1 était une vraie chaîne de télévision, aurait dû valoir à son auteur un

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

licenciement pour faute déontologique grave¹. Nous avons là en tout cas un exemple édifiant de l'usage qui peut être fait des 500 milliards de dollars annuels de dépenses publicitaires !

Que l'on médite ces comparaisons : elles démontrent, à rebours de toutes les thèses dominantes, que l'essentiel des problèmes de l'humanité ne résulte pas d'une absence de ressources monétaires ou techniques. Quant aux raretés physiques, quand elles existent (désertification, déforestation, épuisement de ressources non renouvelables), c'est aussi à l'aveuglement et à l'irresponsabilité des humains dans leur course au profit ou leur volonté de puissance qu'on les doit. Ces chiffres confirment en fait une phrase particulièrement prophétique de Gandhi : « Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous mais pas assez pour satisfaire le désir de possession [au sens de cupidité] de chacun. »

Ainsi la définition du développement durable en termes de besoins² est-elle trop réductrice quand

1. Certes, je sais bien que M. Le Lay ne fait qu'exprimer tout haut la logique d'un système, mais cela n'exonère en rien les acteurs majeurs dudit système de leur responsabilité personnelle.

2. Selon la définition du célèbre rapport Bruntland présenté au premier Sommet de la Terre à Rio, en 1992, le développement durable vise à satisfaire les besoins de la génération présente sans hypothéquer ceux des générations futures. Si l'on veut éviter cette approche en termes de besoins, il est nécessaire d'ouvrir un débat sur la nature même de ce développement. C'est l'intérêt de l'interpellation des tenants de la « décroissance soutenable », à condition qu'eux-mêmes n'oublient pas qu'une décroissance

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

on sait que la principale difficulté réside moins dans la satisfaction des besoins (entendus comme besoins vitaux) que dans la propension à satisfaire des désirs de richesse ou de pouvoir bien au-delà du nécessaire pour les riches et les puissants, et souvent en deçà du seuil vital pour les nouveaux misérables de cette planète.

Or on peut difficilement nier qu'il existe un lien entre le creusement de ces inégalités mondiales et la question centrale de la sécurité. Nombre d'êtres humains sont potentiellement dans la situation de considérer qu'ils n'ont rien à perdre, au minimum en émigrant illégalement, au pire en tuant ou en se tuant dans des actes de suicide meurtriers perpétrés à l'encontre des symboles de la puissance et de la richesse. Ils sont une proie facile pour les entreprises terroristes, mafieuses ou sectaires.

Il nous reste peu de temps, probablement à peine un demi-siècle, pour faire en sorte que notre famille humaine évite la « sortie de route » en raison de désastres écologiques, de risques d'autodestruction, voire de mutations génétiques incontrôlées.

Au cours de ces cinquante dernières années, l'humanité a déjà frisé la catastrophe à plusieurs reprises du fait des risques de déclenchement d'une guerre nucléaire. On se souvient de l'épisode le plus connu : la crise des fusées de Cuba. Il y en eut d'autres, notamment pendant la guerre du Kippour, lorsque Richard Nixon déclencha une alerte nucléaire pour soutenir Israël en difficulté et dissuader les Soviétiques d'apporter un soutien mili-

peut vite s'avérer insoutenable et autoritaire si elle ne crée pas les conditions d'une croissance dans l'ordre de l'être.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

taire aux pays arabes. Bien d'autres encore eurent des origines accidentelles, en général liées au caractère imparfait des systèmes d'alerte des différentes parties (voir encadré).

Un exemple de risque nucléaire

J'ai personnellement eu l'occasion, lors d'une visite d'études aux États-Unis au centre Norad (le principal centre d'alerte américain, situé sous les montagnes Rocheuses), de vivre en direct un de ces accidents qui aurait pu être dramatique. Alors que je questionnais le général commandant la base, les systèmes d'alerte se sont déclenchés et mon interlocuteur a dû partir précipitamment. Pendant de très longues minutes, une situation de crise manifeste s'est développée sous mes yeux sans que je puisse en comprendre clairement la nature ni la cause. Ce n'est qu'après la fin de l'alerte que l'explication me fut enfin donnée : les systèmes de surveillance satellites au-dessus de l'URSS avaient détecté un possible tir de missiles. Dans ce cas, l'alerte déclenchée était organisée en deux fois quinze minutes, temps nécessaire à l'époque (1977) pour qu'un missile soviétique atteigne les États-Unis. Le premier quart d'heure était consacré à la vérification de l'information. Si celle-ci était confirmée, il restait quinze minutes au président des États-Unis pour prendre sa décision. Cette fois-ci, c'est seulement trois minutes avant d'appeler le président que l'on découvrit que le tir de missiles était en réalité un vol d'oiseaux migrants ! Jimmy Carter ne fut finalement pas dérangé...

Au cours de ces périodes critiques, l'humanité a eu la chance de voir les dirigeants de pays dotés

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

d'armes nucléaires développer progressivement une vision planétaire de leur responsabilité. Ce fut le cas de John Kennedy qui, peu de temps avant son assassinat, déclarait à l'université de Washington : « Quelle paix cherchons-nous ? Pas une *Pax americana* imposée au monde par les armes américaines. Nous devons réexaminer notre attitude envers l'URSS. Notre lien fondamental est que nous habitons tous cette petite planète. Nous respirons le même air, chérissons l'avenir de nos enfants et nous sommes tous mortels. » Ce fut le cas aussi de Mikhaïl Gorbatchev : c'est en grande partie grâce à lui que l'implosion de l'empire soviétique s'est déroulée sans violence, contrairement à ce qui s'est souvent produit dans l'histoire. Il développe aujourd'hui, à travers le processus « Dialogues pour la Terre », une dimension écologique globale de cette responsabilité. Mais cette vision planétaire reste, hélas, très étrangère à nombre de dirigeants contemporains, à commencer par George W. Bush et Vladimir Poutine.

Il n'est pas excessif de dire que la vieille question du salut est aujourd'hui, pour l'humanité, une question éminemment politique. L'humanité peut se sauver ou se perdre. Et, pour poursuivre son aventure, utiliser pleinement les potentialités qu'offrent les révolutions de l'intelligence et du vivant en évitant les risques qu'elles font naître, elle doit inventer une autre vision du politique, pleinement écologique, citoyenne et planétaire. Car les anciennes conceptions géopolitiques de la rivalité de puissances sont inadaptées face à ces défis qui exigent au contraire une formidable capacité d'intelligence collective, la mise en œuvre de

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

stratégies coopératives et non guerrières et un changement radical de mode de développement, plaçant le désir d'humanité au cœur de sa perspective.

III

L'humanité a rendez-vous avec elle-même

En ce début de siècle et de millénaire, il n'est pas excessif de dire que l'humanité a rendez-vous avec elle-même. Depuis Hiroshima, elle s'est constituée en sujet négatif de sa propre histoire en se donnant la possibilité de s'autodétruire. Cette autodestruction peut prendre aujourd'hui de nouvelles formes : outre les armes de destruction massive, dont la possibilité d'usage est renforcée par la fin du système de dissuasion nucléaire, ce peut être la destruction de la niche écologique où nous vivons (notamment du fait du dérèglement du climat) ou un mésusage de la révolution du vivant qui peut conduire l'humanité à en finir prématurément avec sa propre histoire.

Mais ces défis peuvent être aussi l'occasion, comme ce fut le cas au cours du processus biologique de l'hominisation, d'un saut qualitatif, culturel et politique cette fois, dans la voie de notre propre

